ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 14 juillet 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions pour l'obtention de l'attestation pour le transport international de denrées périssables", amendé par le Ministre le 3 décembre 1981, a donné le 26 avril 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e juli 1981 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden voor het verkrijgen van het certificaat voor het internationaal vervoer van aan bederf onderhevige levensmiddelen", door de Minister op 3 december 1981 geamendeerd, heeft de 26e april 1982 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé de la manière suivante dans le texte français :

"Arrêté royal fixant les conditions d'obtention de l'attestation relative au transport international de denrées périssables".

PREAMBULE.

Il y aurait lieu de compléter l'alinéa 1er par les mots : ", notamment l'article 1er;".

Les alinéas 2 et 3 devraient être remplacés par le texte suivant :

"Vu l'Accord relatif aux transports internationaux de denrées périssables et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports (A.T.P.), et les Annexes, faits à Genève le 1er septembre 1970 et approuvés par la loi du 11 juillet 1979;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux engins isothermes, réfrigérants, frigorifiques et calorifiques utilisés pour

.../...

les transports internationaux de denrées périssables, définis à l'Annexe 1 de l'Accord relatif aux transports internationaux de denrées périssables et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports (A.T.P.), fait à Genève le 1er septembre 1970 et approuvé par la loi du 11 juillet 1979, ci-après dénommé l'Accord".

Les autres dispositions du projet qui mentionnent l'Accord devront tenir compte de cette simplication proposée.

Article 2.

Il conviendrait d'indiquer, par référence à l'Accord, ce qu'est l'attestation A.T.P.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article :

"Article 2.-

La demande de l'attestation A.T.P. prévue à l'Annexe 1, Appendice 3, de l'Accord ou la demande de renouvellement de cette attestation est introduite par la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé ou, s'il s'agit d'un conteneur, d'une remorque ou d'une semi-remorque, par le propriétaire. Elle est adressée au Ministre des Communications, Administration des transports, Direction B 1.

Elle est accompagnée d'une formule de renseignements, dûment complétée, dont le modèle est reproduit à l'annexe du

.../...

présent arrêté, ainsi que des documents qui y sont mentionnés.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable à la demande de renouvellement d'une attestation A.T.P. pour l'obtention de laquelle la formule et les documents visés à cet alinéa ont déjà été fournis, à condition que l'engin n'ait subi aucune modification notable".

Articles 3 et 5.

De l'accord du fonctionnaire délégué, ces articles gagneraient à n'en former qu'un seul, dans la rédaction suivante :

"Article 3.-

§ 1er. Les engins visés à l'article 1er sont soumis à des contrôles de conformité aux normes prescrites à l'Annexe 1 de l'Accord.

§ 2. Un contrôle de conformité doit être effectué avant la première mise en service de chaque engin.

Toutefois, le contrôle des engins neufs construits en série d'après un type déterminé peut s'effectuer par sondages portant sur 1 pour cent au moins du nombre des engins de la série.

Les engins sont considérés comme faisant partie de la même série que l'engin de référence s'ils satisfont aux conditions prévues à l'Annexe 1, Appendice 1, paragraphe 2, a, b, c et d, de l'Accord.

Les engins qui ne sont pas soumis au contrôle visé à l'alinéa 2 font néanmoins l'objet d'une vérification générale de conformité ou, le cas échéant, d'une vérification du

.../...

fonctionnement des installations thermiques.

§ 3. Un contrôle de conformité de chaque engin doit être effectué périodiquement, au moins tous les six ans, et chaque fois que le Ministre des Communications ou son délégué le requiert.

Toutefois, le contrôle de conformité peut ne s'effectuer que sur 1 pour cent du nombre des engins en service construits en série d'après un type déterminé qui a satisfait au contrôle visé au paragraphe 2, à condition que ces engins appartiennent au même propriétaire. Les engins qui seront contrôlés sont désignés par l'Administration des transports.

Les engins qui ne sont pas soumis au contrôle périodique font néanmoins l'objet d'une vérification de l'état général de la caisse ou, le cas échéant, des installations thermiques.

§ 4. Les contrôles visés aux paragraphes 2 et 3 sont effectués conformément aux dispositions des paragraphes 7 à 27, ou, le cas échéant, des paragraphes 32 à 47 de l'Annexe 1, Appendice 2, de l'Accord. Ils ont lieu dans l'une des stations d'essai reconnues dont le Ministre des Communications établit la liste.

Toutefois, le contrôle visé au paragraphe 3 peut être effectué selon la méthode simplifiée prévue au paragraphe 29, ou, le cas échéant, au paragraphe 49 de l'Annexe 1, Appendice 2, de l'Accord. Ce contrôle, ainsi que les vérifications visées aux paragraphes 2 et 3, ont lieu dans l'établissement désigné à cet effet par le Ministre des Communications".

.../...

Article 4.

Les stations et l'établissement reconnus pour effectuer les contrôles et les vérifications sont mentionnés dans le projet d'arrêté ministériel examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.235/2. L'établissement se trouve en Belgique, les stations dans différents pays de la Communauté économique européenne.

L'article 4, § 1er, du projet dispose qu'à l'issue de chaque contrôle (effectué par une station reconnue) un procès-verbal d'essai est établi conformément aux modèles prescrits à l'Annexe 1, Appendice 2, de l'Accord. Il est évident que le Roi ne peut imposer à des stations établies à l'étranger de rédiger pareil procès-verbal. Aussi bien, l'objet de la disposition paraît-il être d'imposer la production du procès-verbal à l'appui d'une demande d'attestation ou de renouvellement d'attestation, comme il ressort de la 5e partie de l'annexe au projet.

Si telle était bien l'intention du Gouvernement, l'article 4 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le procès-verbal d'essai conforme aux modèles établis à l'Annexe 1, Appendice 2, de l'Accord, dressé à l'issue de chaque contrôle effectué dans une station d'essai reconnue, doit être produit conformément à la 5e partie de l'annexe au présent arrêté.

.../...

Un rapport est établi lors de chaque contrôle et de chaque vérification effectués dans l'établissement visé à l'article 3, § 4. Ce rapport contient l'identification de l'engin contrôlé ou vérifié".

Article 5.

Les dispositions de cet article ont été incluses dans l'article 3 proposé ci-dessus.

Article 6 (devenant l'article 5).

Mieux vaudrait, à la fin du paragraphe 1er, écrire : " ...s'il résulte du contrôle que l'engin satisfait aux prescriptions de l'Accord".

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Dans les cas visés à l'article 3, § 2, la durée de validité de l'attestation est fixée à six ans à partir de la première mise en service de l'engin.

Elle est prolongée de six ans dans les cas visés à l'article 3, § 3. Toutefois, lorsque le contrôle a été effectué selon la méthode simplifiée, la prolongation de la durée de validité de l'attestation est limitée à trois ans".

Article 7 (devenant l'article 6).

Les verbes doivent être mis au présent.

Au paragraphe 2, il faut écrire :

.../...

"§ 2. Les marques d'identification et les indications complémentaires sont apposées sur les engins conformément aux dispositions de l'Annexe 1, Appendice 4, de l'Accord. Elles sont supprimées dès que l'engin cesse d'être conforme aux normes fixées à l'Annexe 1".

Article 8 (devenant l'article 7).

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 7.-

Si un engin, pour lequel une attestation A.T.P. a été délivrée, a subi des modifications par suite d'une transformation ou d'un accident, l'Administration des transports doit en être avertie.

Si l'Administration considère que la modification est importante, une nouvelle demande d'attestation A.T.P. doit être introduite".

On peut cependant se demander si ce second alinéa conserve encore un objet, compte tenu de la généralité de la règle portée par l'article 10, alinéa 1er.

Article 9 (devenant l'article 8).

Cette disposition devrait être rédigée de la manière suivante :

"Article 8.-

Les frais des contrôles et des vérifications visés à l'article 3 sont à charge du demandeur".

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

A l'alinéa 2, dans le texte français, mieux vaudrait écrire "notifiée" au lieu de "communiquée".

Article 12 (devenant l'article 11).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de déroger au droit commun de l'entrée en vigueur des arrêtés.

OPSCHRIFT.

Het Franse opschrift zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Arrêté royal fixant les conditions d'obtention de l'attestation relative au transport international de denrées périssables".

AANHEF.

Het eerste lid zou moeten worden aangevuld met de woorden : ", inzonderheid op artikel 1;".

Het tweede en het derde lid zouden door de volgende tekst moeten worden vervangen :

"Gelet op de Overeenkomst inzake het internationale vervoer van aan bederf onderhevige levensmiddelen en het gebruik van speciale vervoermiddelen bij dit vervoer (A.T.P.), en de Bijlagen, opgemaakt te Genève op 1 september 1970 en goedgekeurd bij de wet van 11 juli 1979;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de voor het internationaal vervoer van aan bederf onderhevige levensmiddelen beno-

.../...

digde geïsoleerde, niet-mechanisch gekoelde, mechanisch gekoelde en verwarmde vervoermiddelen, omschreven in Bijlage 1 van de Overeenkomst inzake het internationale vervoer van aan bederf onderhevige levensmiddelen en het gebruik van speciale vervoermiddelen bij dit vervoer (A.T.P.), opgemaakt te Genève op 1 september 1970 en goedgekeurd bij de wet van 11 juli 1979, hierna de Overeenkomst genoemd".

In de overige bepalingen van het ontwerp waarin de Overeenkomst wordt vermeld, zal met deze vereenvoudiging rekening moeten worden gehouden.

Artikel 2.

In de bepaling zou, onder verwijzing naar de Overeenkomst, moeten worden gezegd wat het A.T.P.-certificaat is.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het artikel in zijn geheel :

"Artikel 2.-

De aanvraag tot het verkrijgen van het A.T.P.-certificaat, bedoeld in Bijlage 1, Aanhangsel 3, van de Overeenkomst of de aanvraag tot vernieuwing van dat certificaat wordt ingediend door de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven of, ingeval het een laadkist, een aanhangwagen of een oplegger betreft, door de eigenaar. Zij wordt gericht aan de Minister van Verkeerswezen, Bestuur van het vervoer, Directie B 1.

.../...

Zij gaat vergezeld van een behoorlijk ingevuld inlichtingenformulier, waarvan het model voorkomt in de bijlage bij dit besluit, en van de erin vermelde documenten.

Het tweede lid is echter niet van toepassing op de aanvraag tot vernieuwing van een A.T.P.-certificaat voor het verkrijgen waarvan het formulier en de documenten, bedoeld in dat lid, reeds ingediend zijn, op voorwaarde dat het vervoermiddel geen aanzienlijke wijziging heeft ondergaan".

Artikelen 3 en 5.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat deze artikelen beter kunnen worden samengevoegd tot één artikel, luidend als volgt :

"Artikel 3.-

§ 1. De in artikel 1 bedoelde vervoermiddelen zijn onderworpen aan controles op de gelijkvormigheid met de normen opgelegd in Bijlage 1 van de Overeenkomst.

§ 2. Een gelijkvormigheidscontrole moet geschieden vóór de eerste inbedrijfstelling van elk vervoermiddel.

De controle van nieuwe vervoermiddelen die volgens een bepaald type in serie zijn vervaardigd, kan echter geschieden door middel van steekproeven die slaan op ten minste 1 percent van het aantal vervoermiddelen van de serie.

De vervoermiddelen worden geacht tot dezelfde serie als het als vergelijkingsobject gebruikte vervoermiddel te behoren, indien zij voldoen aan de eisen gesteld in Bijlage 1, Aanhangsel 1, paragraaf 2, a, b, c en d, van de Overeenkomst.

.../...

De vervoermiddelen die niet onderworpen zijn aan de controle bedoeld in het tweede lid, ondergaan niettemin een algemeen nazicht wat de gelijkvormigheid betreft of, in voorkomend geval, een nazicht van de werking van de thermische installaties.

§ 3. De gelijkvormigheid van elk vervoermiddel moet periodiek worden gecontroleerd, tenminste om de zes jaar, en telkens als de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde zulks eist.

De gelijkvormigheidscontrole mag evenwel ook beperkt worden tot 1 percent van het aantal in bedrijf zijnde vervoermiddelen die in serie zijn vervaardigd volgens een bepaald type dat de in paragraaf 2 bedoelde controle heeft doorstaan, op voorwaarde dat die vervoermiddelen aan dezelfde eigenaar toebehoren. Het Bestuur van het vervoer wijst de te controleren vervoermiddelen aan.

Voor de vervoermiddelen die niet aan de periodieke controle worden onderworpen, wordt niettemin de algemene toestand van de laadruimte of, in voorkomend geval, van de thermische installatie nagezien.

§ 4. De in de paragrafen 2 en 3 bedoelde controles worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de paragrafen 7 tot 27, of, in voorkomend geval, van de paragrafen 32 tot 47 van Bijlage 1, Aanhangsel 2, van de Overeenkomst. Zij hebben plaats in één van de erkende keuringsstations waarvan de lijst door de Minister van Verkeerswezen wordt opgemaakt.

.../...

De in paragraaf 3 bedoelde controle kan evenwel worden uitgevoerd volgens de vereenvoudigde methode, vastgesteld in paragraaf 29, of, in voorkomend geval, paragraaf 49 van Bijlage 1, Aanhangsel 2, van de Overeenkomst. Deze controle en het in de paragrafen 2 en 3 bedoelde nazicht hebben plaats in de daartoe door de Minister van Verkeerswezen aangewezen instelling".

Artikel 4.

De stations en de instelling, erkend voor het verrichten van de controles en het nazicht, zijn vermeld in het door de Raad van State onder nr L. 14.235/2 onderzochte ontwerp van koninklijk besluit. De instelling bevindt zich in België, de stations in verschillende landen van de Europese Economische Gemeenschap.

Artikel 4, § 1, van het ontwerp bepaalt dat na elke (door een erkend station verrichte) controle, een keuringsrapport wordt opgesteld overeenkomstig de in Bijlage 1, Aanhangsel 2, van de Overeenkomst voorgeschreven modellen. Het spreekt vanzelf dat de Koning in het buitenland gevestigde stations niet kan verplichten zulk een rapport op te stellen. De bepaling lijkt dan ook te bedoelen dat het rapport moet worden overgelegd tot staving van een aanvraag tot het verkrijgen van een certificaat of tot vernieuwing van een certificaat, zoals blijkt uit het 5e deel van de bijlage bij het ontwerp.

Indien dit de bedoeling is van de Regering, zou artikel 4 kunnen worden geredigeerd als volgt :

.../...

"Artikel 4.-

Het keuringsrapport dat naar de modellen vastgesteld in Bijlage 1, Aanhangsel 2, van de Overeenkomst wordt opgesteld na elke controle in een erkend keuringsstation, moet worden overgelegd overeenkomstig het 5e deel van de bijlage bij dit besluit.

Bij elke controle en bij elk nazicht in de instelling bedoeld in artikel 3, § 4, wordt een verslag opgesteld. Dat verslag bevat de identificatie van het gecontroleerde of nageziene vervoermiddel".

Artikel 5.

De bepalingen van dit artikel zijn verwerkt in het hierboven voorgestelde artikel 3.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Aan het slot van paragraaf 1 ware het beter te schrijven : "... indien uit de controle blijkt dat het vervoermiddel voldoet aan de voorschriften van de Overeenkomst".

Voor paragraaf 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 3, § 2, is de geldigheidsduur van het certificaat zes jaar vanaf de eerste inbedrijfstelling van het vervoermiddel.

.../...

Hij wordt met zes jaar verlengd in de gevallen bedoeld in artikel 3, § 3. Indien de controle is verricht volgens de vereenvoudigde methode, wordt de verlenging van de geldigheidsduur van het certificaat echter beperkt tot drie jaar".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

In de Franse tekst stelle men de werkwoorden in de tegenwoordige tijd.

In paragraaf 2 dient te worden gelezen :

"§ 2. De identificatietekens en de aanvullende aanwijzingen worden overeenkomstig het bepaalde in Bijlage 1, Aanhangsel 4, van de Overeenkomst op de vervoermiddelen aangebracht. Zij worden verwijderd zodra het vervoermiddel niet meer voldoet aan de in Bijlage 1 vastgestelde normen".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

Indien een vervoermiddel, waarvoor een A.T.P.-certificaat is afgegeven, ten gevolge van een verbouwing of een ongeval wijzigingen heeft ondergaan, moet het Bestuur van het vervoer daarvan in kennis worden gesteld.

Indien het Bestuur van oordeel is dat het om een aanzienlijke wijziging gaat, moet een nieuwe aanvraag tot het verkrijgen van een A.T.P.-certificaat worden ingediend".

.../...

Men kan zich echter afvragen of dat tweede lid nog wel zin heeft, gelet op de zeer algemene regel van artikel 10, eerste lid.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Die bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 8.-
De kosten van de controles en van het nazicht bedoeld in artikel 3 komen ten laste van de aanvrager".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De beslissing tot intrekking wordt met redenen omkleed en wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de betrokkene gebracht".

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

De Raad van State ziet niet in waarom wordt afgeweken van het gemeen recht inzake inwerkingtreding van de besluiten.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.